

3^e partie

COMPLÉMENTS ET APPROFONDISSEMENTS

Annexe statistique

L'économie des services marchands ⁽¹⁾

La croissance du PIB et la contribution des différents secteurs

« Soixante ans d'économie française : des mutations structurelles profondes » (Insee Première)

Les statistiques structurelles

- Tableau de répartition de la valeur ajoutée
- Tableau de la répartition de l'emploi
- La productivité
- Les salaires
- Les prix
- Le taux de marge
- Le taux d'investissement
- La taille des entreprises de services marchands
- Les secteurs créateurs d'emplois

Les statistiques thématiques

- Les exportations de services
- Les investissements directs à l'étranger des entreprises de services
- La R&D, l'innovation et les TIC dans les services
- La double dynamique derrière la croissance des services

Les comparaisons européennes

- Les services marchands dans l'économie européenne
- La France, une des économies de services les plus développées

1. Périmètre des services marchands : compris dans leur sens le plus large, les services recouvrent un vaste champ d'activités qui va du commerce à l'administration, en passant par les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et services aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale.

Ce vaste ensemble est dénommé « activités tertiaires » dans la pratique statistique de l'Insee qui distingue :

- le tertiaire marchand (transports, commerce, services aux entreprises, services aux particuliers, activités immobilières et activités financières)
- le tertiaire non-marchand (éducation, santé, action sociale, administration...).

Pour la CPCS, les « services marchands » incluent les services aux entreprises, les services aux particuliers, les services des transports, les activités immobilières et les activités financières. Cet ensemble correspond au tertiaire marchand hors commerce. À souligner que pour l'Insee, la dénomination « services marchands » est plus limitée et n'englobe ni les services des transports, ni les activités financières.

Sources

Insee, Direction des statistiques d'entreprises, Rapport sur les comptes, *Les services marchands en 2009*, version de juin 2010.

Hassan Marie-Élisabeth, « 2009, l'activité des services marchands régresse », Insee première n° 1302, juin 2010.

Niel Xavier, Okham Mustapha, « Les ressorts de l'économie des services : dynamique propre et externalisation », Insee Première n° 1163, novembre 2007.

Bouvier Anthony, « Les sociétés innovantes de 10 salariés ou plus – Quatre sur dix entre 2006 et 2008 », Insee Première n° 1314, octobre 2010.

Djellal Faridah et Gallouj Camal, *Introduction à l'économie des services* Presses universitaires de Grenoble, septembre 2007.

DGCIS-P3E, *Le tableau de bord de l'emploi*, juin 2010.

COE-Rexecode, *Les tableaux de bord économiques des services en France de janvier et de juillet 2010*.

GCEC, *Données de cadrage macro-économique du secteur des services en France*.

Insee, Comptes nationaux.

Eurostat, Base de données des comparaisons européennes.

OCDE, Base de données STAN.

Croissance du PIB et principales contributions²

Durant les trente glorieuses, la croissance économique reposait de façon équilibrée sur la valeur ajoutée dégagée par l'industrie et la construction d'une part, les services et le commerce d'autre part. Après la seconde guerre mondiale et jusqu'au premier choc pétrolier, la croissance économique de la France a été vive et régulière. De 1949 à 1974, le PIB en volume a progressé de + 5,4 % en moyenne annuelle. Cette croissance était alors portée pour l'essentiel par les activités industrielles et de construction d'une part, les services principalement marchands d'autre part. Leurs contributions à la croissance étaient en outre comparables.

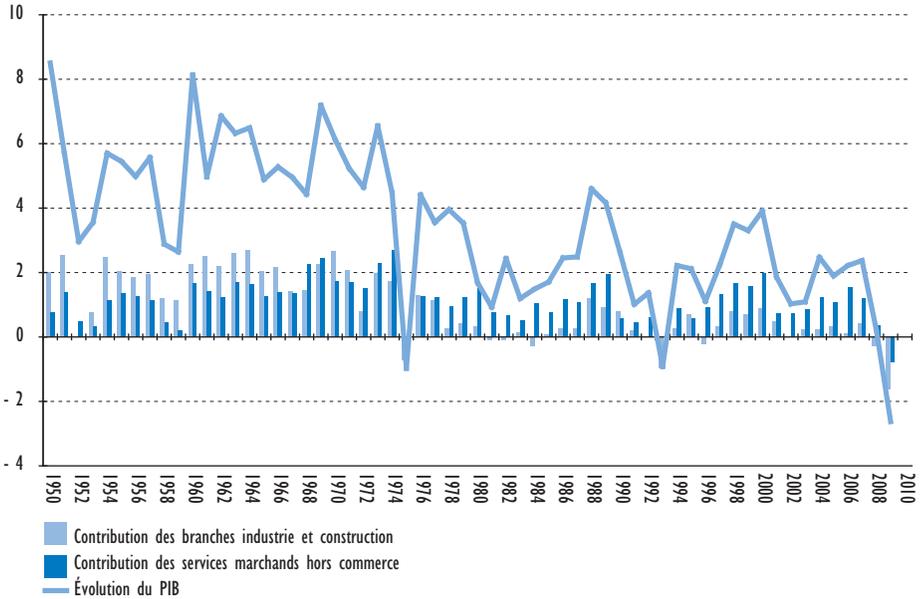
Depuis le premier choc pétrolier, le rythme annuel de progression du PIB a nettement baissé, à 2,1 % en moyenne. Cette croissance repose désormais beaucoup plus sur la valeur ajoutée dégagée par les services marchands, qui a augmenté de 2,9 % par an. Ceux-ci ont ainsi contribué pour 0,9 point par an à la croissance totale. L'activité des services marchands hors commerce (dans le graphique ci-dessous), n'a reculé qu'en 1975, 1993 et 2009 et la valeur ajoutée dégagée par l'ensemble des services a toujours progressé. Depuis 1975, l'industrie et la construction ont pour leur part nettement

2. Bouvier Gérard et Pilarski Charles, « Soixante ans d'économie française : des mutations structurelles profondes », Insee Première n° 1201, juillet 2008.

moins contribué à la croissance (+ 0,3 point par an), avec notamment huit années de récession industrielle.

Ces différences de dynamisme ont profondément transformé l'économie : à dominante agricole et industrielle au milieu du siècle dernier, elle repose désormais principalement sur les services. La part des services marchands (hors commerce) dans la valeur ajoutée totale a beaucoup augmenté : 31 % en 1949, près de 46 % aujourd'hui.

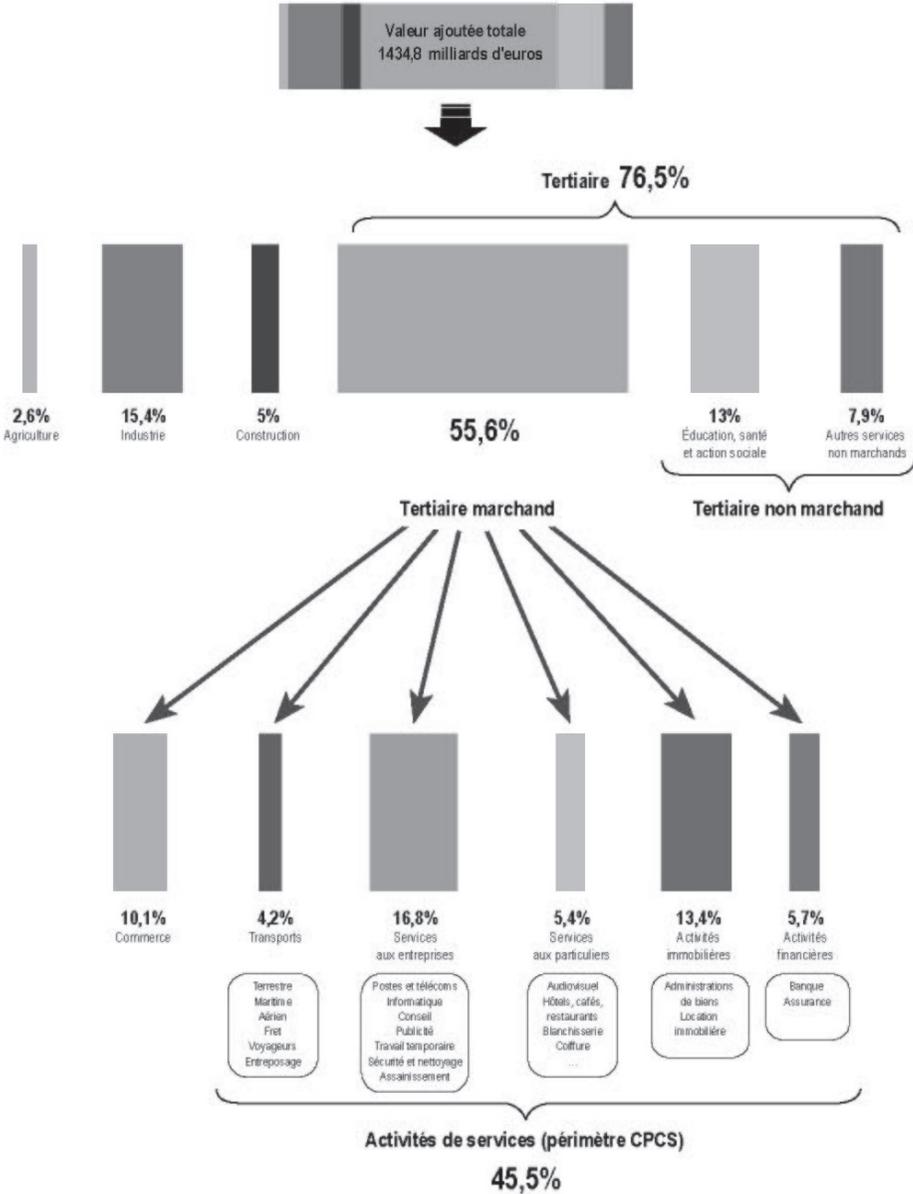
Croissance du PIB et principales contributions de 1950 à 2009 (en %)



Source : Insee – Comptes nationaux – base 2000.

Statistiques structurelles relatives aux services marchands

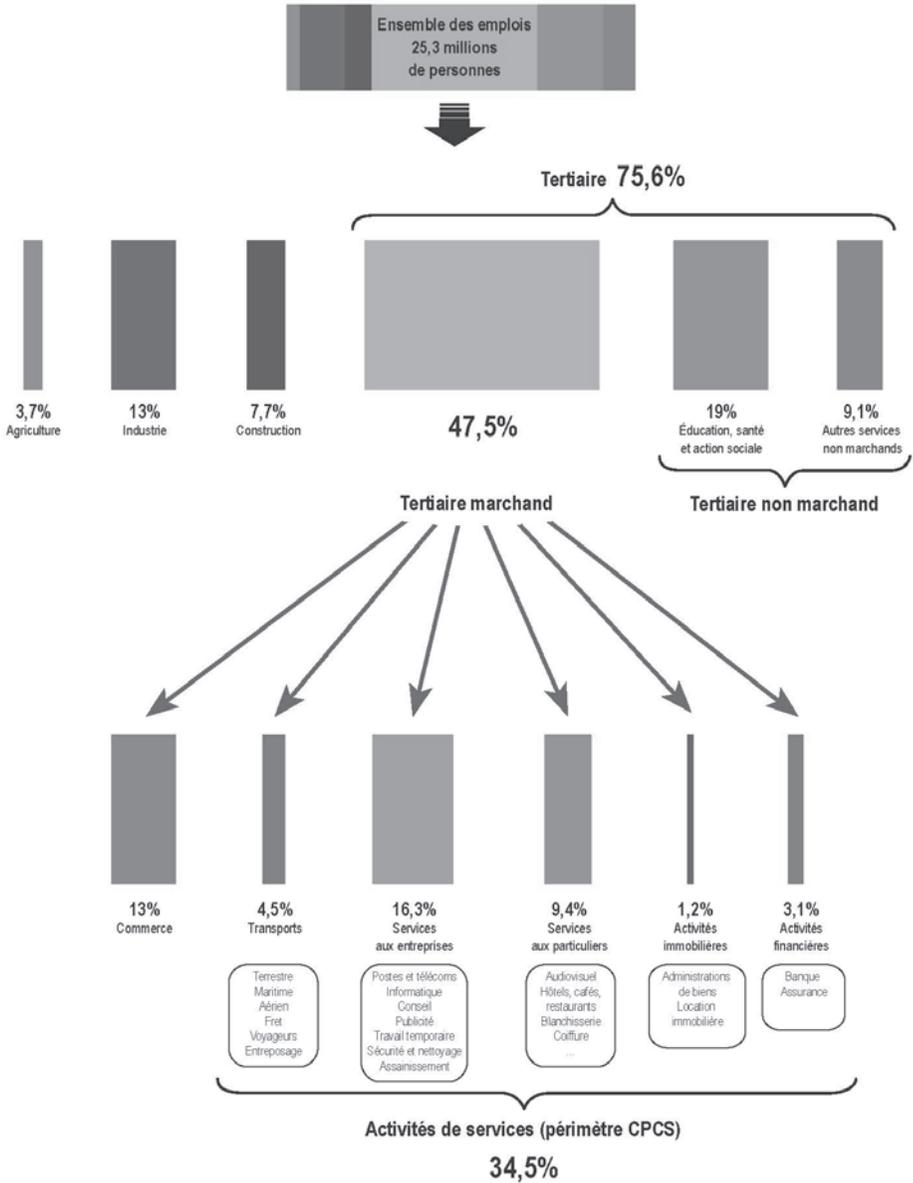
La répartition de la valeur ajoutée dans l'économie française en 2009



Activités de services marchands (y. c transports et activités financières) : périmètre défini dans le cadre de la commission permanente de concertation pour les services (CPCS).

Source : Insee – Comptes nationaux.

La répartition de l'emploi (équivalent temps plein) dans l'économie française en 2009



Activités de services marchands (y. c transports et activités financières) : périmètre défini dans le cadre de la commission permanente de concertation pour les services (CPCS).

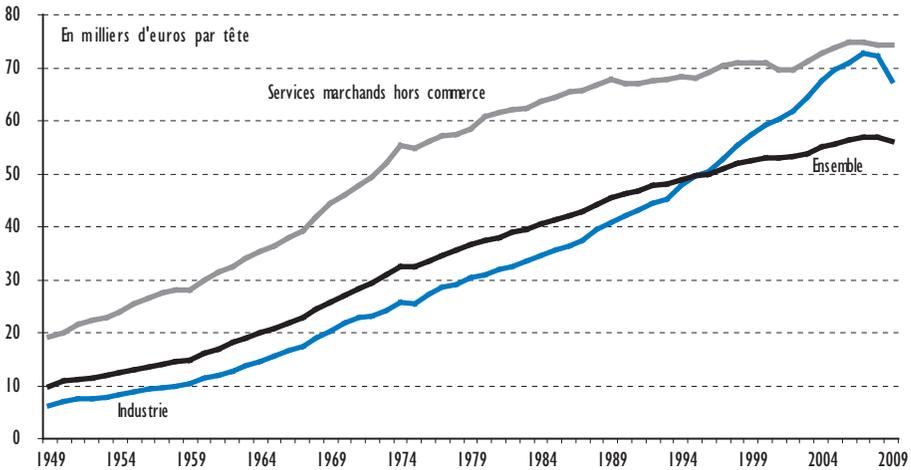
Source : Insee – Comptes nationaux.

La productivité apparente du travail dans les services marchands

La productivité par tête est mesurée par le rapport entre la valeur ajoutée produite et l'emploi intérieur total. En 2008, la productivité horaire de la Nation était de 56,10 €, tandis que la productivité des services marchands hors commerce était de 74,40 €.

Les services marchands hors commerce ont réalisé d'importants investissements technologiques (informatique et télécommunications) qui ont eu un impact fort sur la productivité du travail. Néanmoins, depuis le début des années 2000, on assiste à un tassement de la croissance de la productivité des services. Une partie de ce ralentissement est imputable aux activités immobilières dont la valeur de productivité par tête influence fortement la moyenne du secteur.

Productivité par tête

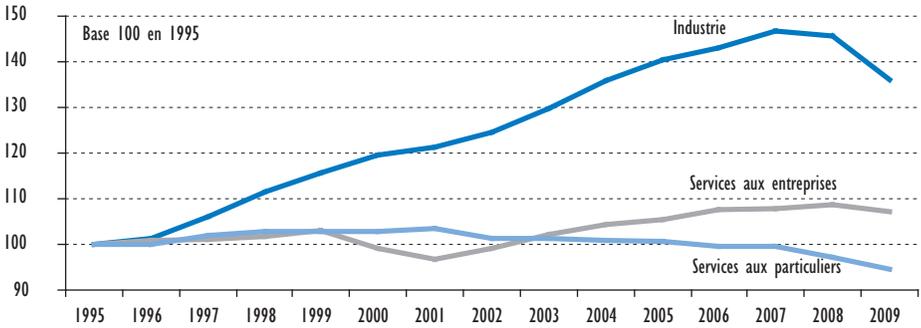


Source : Insee – Comptes nationaux.

Le secteur immobilier affiche une productivité par tête très au-dessus de celle des autres activités de services. Cela a pour origine les spécificités de cette activité : peu de main-d'œuvre, difficulté à comptabiliser toutes les heures travaillées (notamment les heures commerciales). L'activité de location (12,7 % de la valeur ajoutée de la Nation contre 13,4 % pour l'ensemble du secteur immobilier) introduit également un biais dans la mesure où la valeur ajoutée produite est très importante par rapport aux heures de gestion et de commercialisation nécessaires.

Depuis les années 90, la productivité dans l'industrie a cru beaucoup plus rapidement que celle des entreprises de services. Entre 1995 et 2008, la productivité de l'industrie a augmenté de 45 %, celle des services aux entreprises a faiblement augmenté (+ 8 %) et celle des services aux particuliers a reculé (- 3 %).

Productivité par tête en indice



Source : Insee – Comptes nationaux.

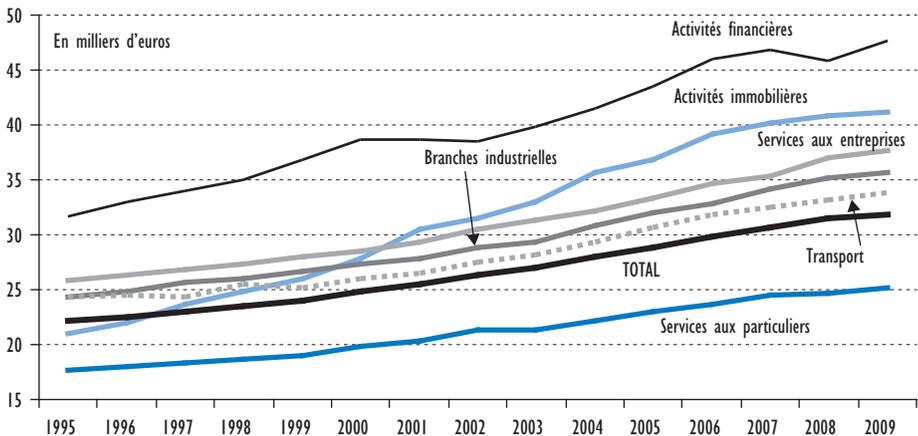
La productivité des services marchands hors commerce progresse relativement moins vite que la moyenne de l'économie. Ce ralentissement de la productivité de l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie nationale en termes de croissance pose la question essentielle de l'investissement, notamment en capital fixe et dans le domaine de la formation.

Les salaires

L'indicateur des salaires retenu est le salaire moyen par tête (SMPT). Il comprend outre le salaire brut, les primes et les heures supplémentaires. Il est obtenu en rapportant la masse salariale totale au nombre de salariés.

Le salaire est un important indicateur de l'attractivité du secteur. Plus l'évolution des salaires est dynamique, plus la main-d'œuvre qualifiée est attirée, y reste, plus les formations se structurent, s'adaptent vite et avec pertinence aux besoins des entreprises, ce qui induit des perspectives d'investissement croissantes, créatrices d'emploi.

Les niveaux de salaires moyens par tête

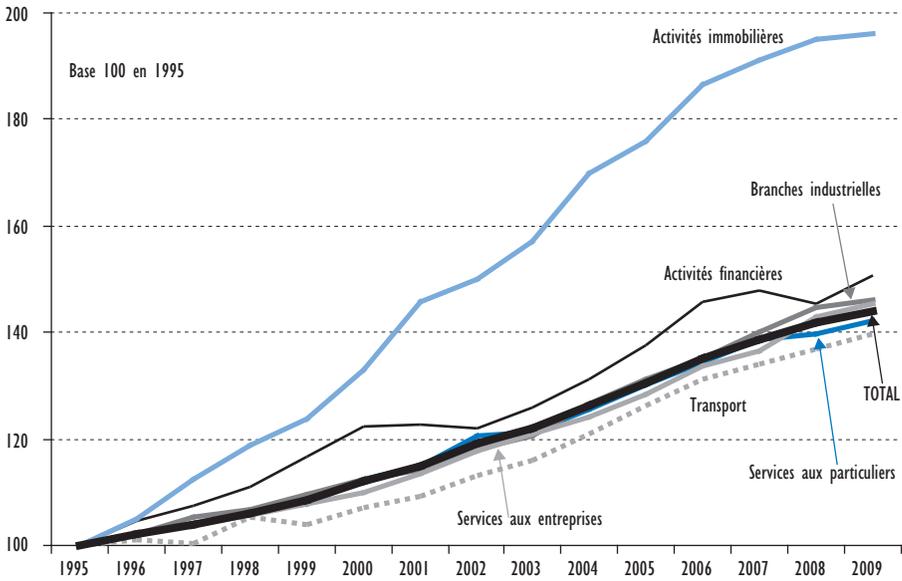


Source : Insee – Comptes nationaux.

Les salaires moyens par tête dans le secteur des services sont au-dessus de la moyenne de l'économie à l'exception des services aux particuliers, des transports et du commerce. Dans les branches manufacturières, le SMPT se maintient également au-dessus de la moyenne de l'économie totale contrairement aux industries agroalimentaires.

Depuis 1995, le salaire moyen par tête dans la branche immobilière augmente plus rapidement que dans les autres branches des services et de l'industrie.

Salaires moyens par tête dans les services marchands



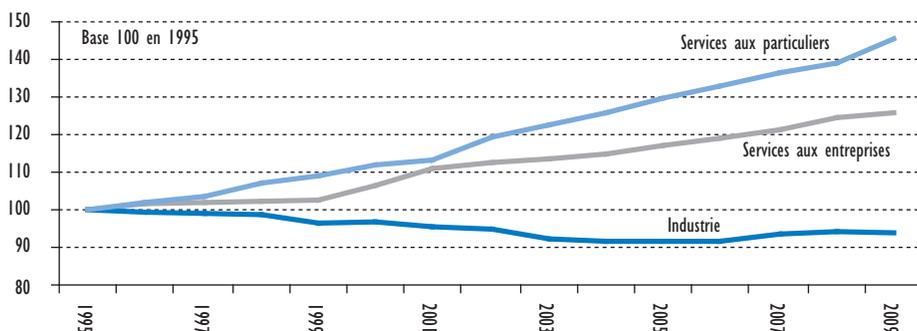
Source : Insee – Comptes nationaux.

Les prix dans les services³

Depuis 1995, la hausse des prix dans les branches des services aux particuliers et des services aux entreprises a été très marquée, contrairement à l'industrie. Entre 1995 et 2009, les prix des services aux particuliers ont augmenté de 45 % et les prix des services aux entreprises ont augmenté de 26 %. Sur la même période, les prix dans l'industrie ont baissé de plus de 6 %.

3. « Croissance de la productivité dans les services : le rôle de la mesure des prix », Okham Mustapha, Document de travail, Insee.

Évolution des prix des branches des services et de l'industrie



Source : Insee, Comptes nationaux, indice de prix de la valeur ajoutée.

La hausse des prix dans les services a plusieurs causes. Tout d'abord, une moindre pression de la concurrence internationale. Elle s'explique également par une protection due à des réglementations régissant l'entrée des entreprises dans certains marchés des services. Elle s'explique enfin par la faiblesse des gains de productivité dans certains d'entre eux.

Mais, si ces facteurs expliquent clairement la hausse des prix des services rendus aux particuliers, il n'en va pas de même pour certains services plus largement ouverts aux marchés des entreprises. L'activité des branches de services aux entreprises est destinée principalement à la consommation intermédiaire ou à l'investissement des entreprises. Ces branches sont de ce fait confrontées à une forte concurrence internationale. En outre, certaines de ces branches utilisent des technologies nouvelles qui vont généralement de pair avec une réduction des coûts et des gains de productivité.

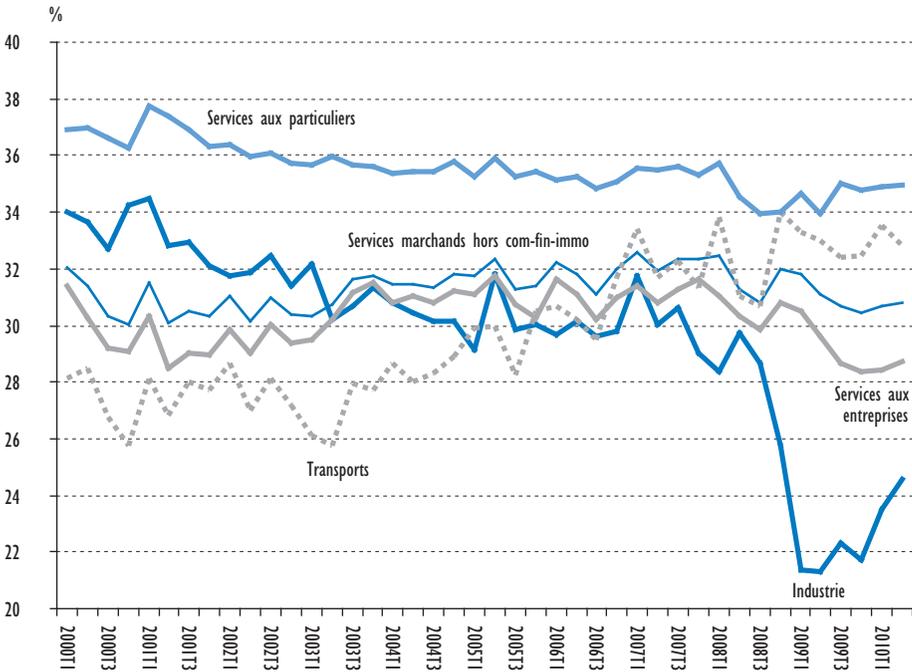
Il semble que la hausse des prix dans certains services, et par suite la faiblesse apparente de leurs gains de productivité, pourrait être en partie liée à des difficultés de mesure. En effet, suivre les prix dans certains services se révèle plus difficile que dans l'industrie, ces services pouvant être moins facilement identifiables que les biens physiques. Il est notamment difficile d'évaluer les variations de prix pour des prestations uniques, fonction de la demande du client, comme c'est souvent le cas dans l'ingénierie par exemple.

Le taux de marge (EBE/VA)

Le recul généralisé de l'activité en 2009 a pesé fortement sur le taux de marge des entreprises défini comme le rapport entre l'excédent brut d'exploitation⁴ et la valeur ajoutée. La valeur ajoutée des entreprises a baissé fortement (- 1,9 % en volume) tandis que la rémunération des salariés a continué d'augmenter (+ 1,4 % par rapport à 2008). Les salaires sont peu liés à l'évolution de la conjoncture. De ce fait, l'excédent brut d'exploitation dégagé par les entreprises recule nettement. Leur taux de marge diminue donc (- 4,9 %).

4. L'excédent brut d'exploitation est le solde du compte d'exploitation. Il est égal à la valeur ajoutée diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmenté des subventions d'exploitation.

Comparaison du taux de marge (EBE/VA) dans différents secteurs* (en %)



* Hors services financiers et immobiliers.
 Source : Insee, Comptes nationaux trimestriels.

Le taux de marge des activités industrielles a largement chuté dès la crise financière pour atteindre un point bas au quatrième trimestre 2008 et au premier trimestre 2009. Par la suite, l'industrie connaît une embellie au premier semestre 2010 qui correspond largement à un effet de rattrapage après la crise reposant en grande partie sur la dynamique des pays émergents. Dépendants de l'industrie, les services aux entreprises ont donc eux aussi un taux de marge qui a diminué après la crise mais de façon modérée et plus tardive, avec un point bas au troisième trimestre 2009. Le secteur des services aux particuliers a bien résisté à la crise, son taux de marge s'est légèrement tassé en début d'année 2008 et il est resté stable par la suite. Les activités de transport se caractérisent quant à elles par une augmentation continue de son taux de marge depuis 2003, gagnant 7 % entre 2003 et 2010, probablement grâce à une forte croissance de la valeur ajoutée de ce secteur depuis 2003.

Au deuxième trimestre 2010, le taux de marge des activités de services retrouve et dépasse même très légèrement le niveau du troisième trimestre 2009, après avoir atteint un point bas au quatrième trimestre 2009, selon les estimations de la comptabilité nationale. Il s'est établi à 30,8 % au deuxième trimestre 2010 contre 30,7 % et 30,4 % au troisième et quatrième trimestres 2009 respectivement. À titre de comparaison, au deuxième trimestre 2010, le taux de marge des entreprises de l'ensemble des branches* reste inférieur (29,8 %) au niveau enregistré dans le secteur des services mais il a augmenté plus nettement au premier semestre 2010 du fait d'un

redressement du taux de marge dans l'industrie qui atteint 24,6 % au deuxième trimestre 2010, après un taux de marge de 21,3 % au deuxième trimestre 2009.

Ce retour à une légère progression du taux de marge, notamment dans les services de transport et les services aux entreprises, est de nature à améliorer les conditions de financement de l'investissement, dont la reprise progressive en est stimulée par l'amélioration des perspectives de la demande au cours de l'année 2010.

Le taux d'investissement dans les services marchands

En 2009, l'investissement (la formation brute de capital fixe) des branches des services (hors activités financières) s'est élevé à 125 milliards d'euros, soit une baisse de 7,5 % par rapport à 2008. Par comparaison, la FBCF de l'ensemble de l'économie s'élève à 204 milliards d'euros en 2009, enregistrant une baisse de 8,2 % sur un an.

Avec 49,2 milliards d'euros investis en 2009, l'investissement dans la branche «services aux entreprises» a diminué de 8,6 % par rapport à 2008. Il représente 40 % de l'investissement des entreprises de services (périmètre CPCS, hors services financiers). L'investissement de la branche «activités immobilières» quant à lui a atteint 42,7 milliards d'euros en 2009 (soit une baisse de 6,4 % par rapport à 2008). Enfin, il représente 34 % de la FBCF des entreprises de services. La branche «services aux particuliers» est modéré : 10,6 milliards d'euros (soit une baisse de 7 % par rapport à 2008).

Longtemps, les services ont été considérés comme faiblement intensifs en capital et à investissement limité. Les services sont en fait de plus en plus intensifs en capital. Ainsi, le taux d'investissement des branches de services (défini comme le rapport entre la FBCF des entreprises non financières et la valeur ajoutée de la branche à prix courants) s'est élevé à 15,6 % en moyenne entre 2000 et 2009, soit un taux comparable à celui de l'industrie. Le poids de l'investissement dans les services aux particuliers reste relativement faible : 8,5 % de la FBCF des entreprises de services.

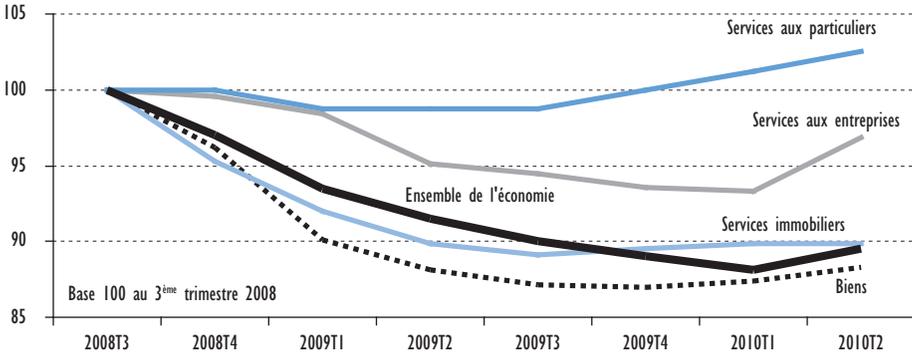
Évolution du taux d'investissement des entreprises de services

Branches d'activité	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Industrie	15,5 %	15,1 %	14,6 %	15,1 %	17,7 %	19,1 %	19,2 %
Services principalement marchands	14,2 %	14,9 %	15,5 %	16,0 %	16,6 %	16,8 %	15,6 %
Transports	23,8 %	25,0 %	27,3 %	29,5 %	30,8 %	31,4 %	28,7 %
Services aux entreprises	15,0 %	15,7 %	16,5 %	17,4 %	17,8 %	18,1 %	17,2 %
Activités immobilières	15,9 %	17,1 %	17,2 %	17,4 %	18,0 %	18,2 %	17,0 %
Services aux particuliers	13,0 %	12,2 %	12,3 %	12,5 %	11,6 %	11,7 %	10,6 %

Source : Insee – Comptes nationaux.

En 2010, le deuxième trimestre est marqué par un redressement de 1,6 %, de la FBCF des entreprises non financières. Ce redressement est soutenu par la reprise de l'investissement dans les services aux particuliers depuis la fin d'année 2009 et, surtout, par le rebond de l'investissement des services aux entreprises (+ 3,8 % par rapport au premier trimestre) lié à l'embellie que connaît l'industrie au premier semestre 2010.

La FBCF des entreprises non financières (ENF) : valeurs aux prix courants (données CVS-CJO)

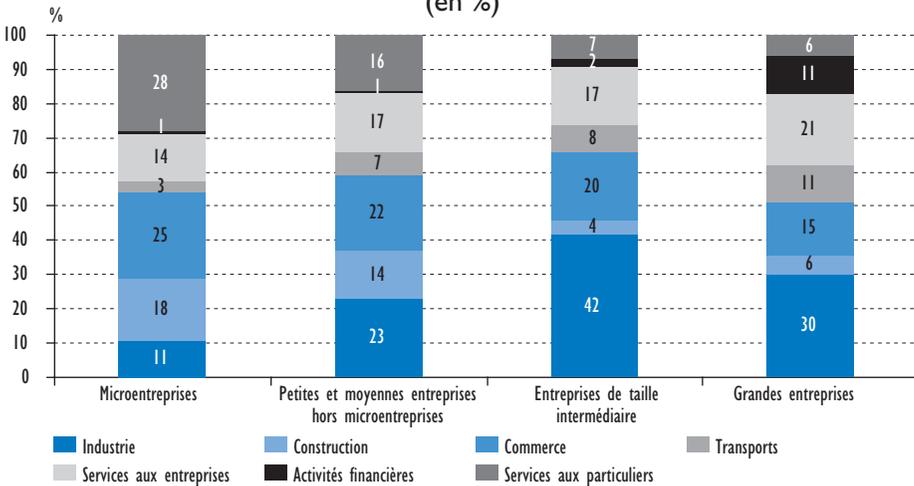


Source : Insee, comptes nationaux trimestriels.

La taille des entreprises de services marchands⁵ en France

En décembre 2007, sur 2,9 millions d'entreprises, 96 % sont des micro-entreprises. Il s'agit essentiellement de très petites unités du commerce, des services ou de l'artisanat. Avec une trentaine de salariés en moyenne, les 164000 PME hors micro-entreprises sont présentes dans l'ensemble des secteurs. On compte également 4600 entreprises de taille intermédiaire employant 650 salariés en moyenne, et 240 grandes entreprises.

Effectif salarié par secteur selon la catégorie d'entreprise en 2007 (en %)



Lecture : en 2007, 42 % des salariés des entreprises de taille intermédiaire travaillent dans l'industrie. Dans les micro-entreprises, les services aux particuliers occupent 28 % des salariés et le commerce 25 %.

Champ : ensemble des secteurs marchands hors agriculture.

Source : Insee, Lifi, Ficus 2007.

5. Hecquet Vincent, « Quatre nouvelles catégories d'entreprise – Une meilleure vision du tissu productif », Insee Première n° 1321, novembre 2010.

Le poids des services marchands dans les quatre catégories d'entreprises varie avec la taille considérée. Il est le plus important à la fois dans les grandes entreprises (49 % des effectifs) et dans les micro-entreprises (46 %) ; il est moindre dans les PME hors micro-entreprises (41 %) et les entreprises de taille intermédiaire (34 %).

- **Grandes entreprises** : le secteur des services emploie près de la moitié des effectifs salariés dans cette catégorie d'entreprise. C'est dans les secteurs des transports, de la poste et des télécommunications (anciens monopoles publics) ainsi que des banques et des assurances, que l'on trouve les grandes entreprises très présentes en raison de l'importance des infrastructures en réseau. La concentration s'explique par des logiques de maillage territorial, des rendements d'échelle liés à la taille et des gains en notoriété auprès des consommateurs.
- **Micro-entreprises** : le secteur des services aux particuliers est en pointe avec 28 % des effectifs salariés employés dans ce type d'entreprise. En termes d'emploi, les micro-entreprises se trouvent notamment dans cinq types d'activité : la restauration de type traditionnel, les auxiliaires médicaux, les travaux de maçonnerie générale, la pratique médicale et la location de bureaux et de fonds de commerce.
- **PME hors micro-entreprises** : les entreprises du secteur du nettoyage et de l'hôtellerie sont très représentées. Elles le sont désormais aussi dans certaines activités qualifiées et en croissance, où les regroupements de petites entreprises ont été fréquents. Ainsi, les PME emploient 46 % des salariés des services professionnels (activités juridiques, comptables et conseil) et 34 % des salariés de l'architecture et de l'ingénierie.
- **Entreprises de taille intermédiaire (ETI)** : le secteur de l'industrie est fortement représenté ainsi que le commerce et, à un degré moindre, les services aux entreprises. De façon plus détaillée, le commerce de véhicules automobiles, le transport routier, les hypermarchés et le nettoyage constituent des activités en pointe dans la catégorie des entreprises de taille moyenne.

Les secteurs créateurs d'emplois à court-moyen terme après la crise⁶

Le Centre d'analyse stratégique a effectué un travail prospectif sur la capacité des secteurs économiques à créer des emplois à un horizon de court/moyen terme. Cette étude met en évidence de forts potentiels de création d'emplois, dès les prochaines années, dans un certain nombre de secteurs. Sur la période 2010-2015, le total des créations nettes d'emplois dans les « secteurs porteurs » s'élève à 831 000 emplois, contre un total de 318 000 destructions nettes d'emplois dans l'ensemble des secteurs déclinants. Ces projections ont été réalisées sous l'hypothèse d'une croissance relativement modérée sur la période 2012-2015 (un taux de croissance du PIB de 1,6 % par an).

Au total, la plupart des services figurent parmi les secteurs porteurs et contribueront de façon essentielle au développement de l'emploi dans les années à venir. Entre 2010

6. Centre d'analyse stratégique, « Les secteurs créateurs d'emplois à court-moyen terme après la crise », la note d'analyse n° 200, novembre 2010.

et 2015, la variation brute d'emploi des services « porteurs » s'élève à 535 000 emplois. Seuls les secteurs des activités financières et des postes et télécommunications se caractérisent par une diminution des emplois sur la même période (- 30 000 emplois).

Projections sectorielles d'emploi à l'horizon 2015 (d'emplois de personnes physiques)

Secteurs d'activité	Niveau d'effectif en 2008	Variation brute d'effectif de 2010 à 2015	
Services opérationnels	2 079 000	+ 218 000	Secteurs porteurs ↑
Construction	1 806 000	+ 149 000	
Conseils et assistance	1 535 000	+ 106 000	
Services personnels et domestiques	732 000	+ 91 000	
Commerce de détail et réparations	1 830 000	+ 71 000	
Activités récréatives, culturelles et sportives	690 000	+ 60 000	
Commerce de gros, intermédiaires	1 056 000	+ 41 000	
Commerce et réparation automobile	515 000	+ 20 000	
Transports	1 142 000	+ 20 000	
Hôtels et restaurants	993 000	+ 18 000	
Activités immobilières	296 000	+ 11 000	
Recherche et développement	243 000	+ 11 000	
Eau, gaz, électricité	166 000	+ 9 000	
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	118 000	+ 2 000	
industrie agricole et alimentaire	557 000	+ 1 000	
Production de combustibles et de carburants	28 000	0	
Industries des équipements électriques et électroniques	182 000	- 2 000	Secteurs déclinants ↓
Pharmacie, parfumerie et entretien	75 000	- 3 000	
Activités financières	798 000	- 5 000	
Industrie automobile	192 000	- 11 000	
Industrie textile	66 000	- 15 000	
Industrie des composants électriques et électroniques	140 000	- 15 000	
Industries du bois et du papier	152 000	- 16 000	
Édition, imprimerie, reproduction	185 000	- 19 000	
Industries des produits minéraux	156 000	- 20 000	
Chimie, caoutchouc, plastiques	259 000	- 22 000	
Habillement, cuir	81 000	- 23 000	
Industries des équipements du foyer	171 000	- 23 000	
Postes et télécommunications	440 000	- 25 000	
Métallurgie et transformation des métaux	422 000	- 40 000	
Industries des biens d'équipement mécanique	440	- 78 000	

Source : Centre d'analyse stratégique.

En résumé, ces créations d'emplois reposent sur deux forces :

a) Le rebond mécanique des secteurs exposés au commerce international, dont l'effet serait cependant atténué sur l'emploi compte tenu de l'objectif de restauration de la productivité qui caractérise les branches exportatrices.

- b) Les moteurs endogènes de développement de certains secteurs, notamment de services ou des filières vertes, amplifiés par le ciblage de certains dispositifs publics :
- la projection confirme les contributions à l'emploi des secteurs amont aux entreprises (services d'ingénierie, de conseil, de R&D) : stratégiques, ils vont également bénéficier de la politique de soutien aux investissements d'avenir ;
 - la montée en gamme, et ses effets sur l'emploi, de secteurs comme le commerce ou l'hôtellerie-restauration se confirme (meilleur maillage territorial, extension des plages horaires) ;
 - les services à la personne bénéficient des tendances démographiques et sociales et d'une meilleure structuration de l'offre, dans un contexte fiscal qui reste favorable ;
 - les créations d'emplois sont fortes dans certaines filières vertes (bâtiment, transports) bénéficiant des mesures du Grenelle de l'environnement.

Statistiques thématiques

Les exportations de services

En valeur absolue, le solde des services a été positif et supérieur à celui des biens jusqu'en 2004. Par la suite, le solde commercial des échanges de biens manufacturés et des matières premières s'est fortement dégradé. Bien que le solde des services se soit maintenu voire amélioré, il n'a pas pu compenser cette forte dégradation des échanges des biens.

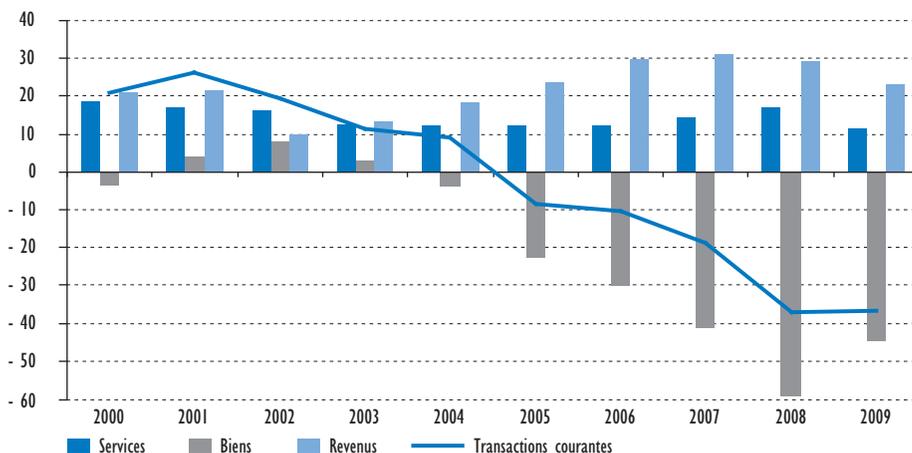
Une contribution réelle à la performance commerciale mais limitée

La crise financière puis économique mondiale a contribué à l'attrition de la demande de biens en 2008 mais pas de celle des services. En 2008, les flux d'exportation de services atteignent le montant record de 112,9 Md€ tandis que les importations de services sont également à leur plus haut de la période (95,8 Md€). Cela signifie que l'excédent de la balance des services est lié à la performance à l'export du secteur des services et non à une réduction de la demande intérieure d'importation de ces activités. Ceux-ci ont connu leur deuxième meilleur solde excédentaire depuis 2000 (17 Md€). Toutefois, même avec un compte de revenus fortement excédentaire (22 Md€ en moyenne entre 2000 et 2009), le solde de la balance des transactions courantes demeure déficitaire depuis 2005.

La contribution des services à la performance commerciale de la France reste inférieure au poids de ce secteur dans l'économie. Les activités de services occupent une position moindre dans les exportations commerciales françaises (23 % des flux de biens et services en 2009) que dans l'économie française (45,5 % de la valeur ajoutée) de la Nation en 2009⁷ Le solde des revenus des capitaux placés ou investis à l'étranger (22 Md€ en moyenne entre 2000 et 2009) est supérieur à celui des services (excédent moyen de 14,4 milliards sur la même période).

7. Les activités financières n'apparaissent pas (hors assurance) dans la rubrique services de la balance des paiements mais dans les revenus et dans le compte financier. Toutefois ce secteur ne compte que pour 5,7 % (inclut assurance) de la valeur ajoutée produite par l'économie en 2009. Ainsi, même en tenant compte de cette classification, les services représentent tout de même 40 % de la VA de la Nation.

Les principaux soldes de transactions courantes (en Md€)



Source : Banque de France – Balance des paiements.

Un recul en valeur en 2009 des exportations de services

En 2009, pour la première fois de la décennie, les exportations de services ont diminué (- 9,5 % en valeur), ainsi que les importations (- 5,3 %). Cette baisse des échanges des services est moins marquée que celle des échanges de biens mais elle conduit à un net repli de l'excédent à 11,5 milliards après 17,2 milliards en 2008.

Le recul des recettes de voyages se confirme en 2009 (- 7,9 %), année particulièrement difficile pour le tourisme international du fait de la crise économique mondiale et de l'incertitude liée à la pandémie de grippe A. Pour les services des transports, le contexte a été marqué par une contraction des échanges dans un ordre de grandeur comparable au recul des échanges de biens (17 % tant à l'exportation qu'à l'importation). Pour les échanges des autres services, hors transports et voyages, les exportations évoluent de façon plus différenciée. Si les redevances et droits de licence sont en recul, ne revanche les exportations des services de construction ou les services financiers continuent d'augmenter.

Les exportations de services marchands en 2009

	Niveau en 2009 en Md€	Évolution 2009-2008 en %	En % du PIB 2009
Ensemble des services	102,9	- 9,5	5,4
Voyages	35,4	- 7,9	1,9
Services informatiques et services aux entreprises	25,2	- 9,7	1,3
Transports	23,0	- 17,7	1,2
Redevances et droits de licences	6,8	- 10,9	0,4
Construction	5,0	11,1	0,3
Communications	3,3	8,1	0,2
Ensemble des services financiers, d'assurances	2,1	14,1	0,1

Source : Banque de France – Transactions courantes.

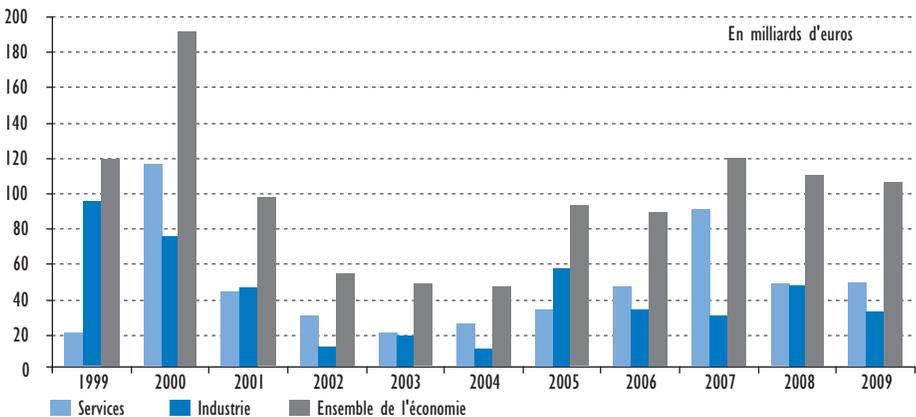
La croissance des exportations de services de la France est assurée par un nombre de plus en plus réduit de secteurs qui sont cependant, pour l'essentiel, producteurs de services relativement sophistiqués. Ainsi, l'ensemble formé par les services de communication, d'assurances (primes uniquement), les services financiers et informatiques, les redevances et licences et les services d'études et de recherche représente l'essentiel de la croissance des exportations totales.

Les flux d'investissements directs français à l'étranger générés par les services (IDE)

Un investissement direct étranger (IDE) est un investissement réalisé par un agent économique non-résident (dans le pays de destination) dans une entreprise résidente. La notion d'investissement est liée à la détention par l'agent non-résident d'au moins 10 % des droits de vote ou du capital social de l'entreprise résidente, destinataire des flux de capitaux. Structurellement, le solde d'IDE de la France est déficitaire : les entreprises françaises investissent plus dans le reste du monde qu'il n'est investi dans notre économie. En 2009, les investissements français à l'étranger se sont élevés à 106 Md€ tandis que les investissements étrangers en France atteignent 43 Md€.

Les IDE français représentés dans le graphique ci-dessous tiennent compte du secteur d'activité de l'investisseur français à l'origine du flux monétaire⁸. Depuis 1999, les flux d'IDE générés par les entreprises françaises de services représentent en moyenne près de la moitié (47,4 %) du total des flux d'investissement de la Nation vers le reste du monde : les services contribuent davantage à la position extérieure de la France qu'à l'équilibre de la balance des transactions courantes (23 % des flux d'exportations). Le rapport entre les IDE et la formation brute de capital fixe (FBCF) fournit un éclairage quant aux tendances d'affectation des capitaux des entreprises résidentes. Ainsi, entre 1999 et 2009, les IDE français représentent en moyenne le tiers (32,2 %) de la FBCF.

Les flux d'investissements directs français à l'étranger



Source : Banque de France – balance des paiements, données annuelles bilatérales France, flux d'investissements directs.

8. Sans connaître la destination des investissements, on peut émettre l'hypothèse qu'ils ont majoritairement pour objet de financer une activité similaire à celle de l'investisseur.

Fin 2009, deux secteurs regroupaient une part importante des investissements directs français à l'étranger, les activités financières et d'assurance, avec 31 % du stock total, ainsi que les industries manufacturières, avec 26 %. Le secteur de l'information et de la communication est également bien représenté parmi les secteurs investisseurs, avec 8 % des investissements ainsi que le soutien aux entreprises (5 %).

S'agissant des stocks d'investissements directs étrangers en France, la situation n'est guère différente, au moins dans ses grands traits. Une spécificité des investissements directs étrangers en France est le poids de l'immobilier (22 %). Deux autres grands secteurs ont aussi connu une expansion rapide depuis fin 1999, le secteur du soutien aux entreprises, au sein duquel se classent les entreprises de travail temporaire, passé de moins de 1 % du total à plus de 5 %, et le secteur de l'information et de la communication, passé de 2 % à plus de 5 %.

Les activités de R&D et d'innovation dans les services marchands

Une activité de R&D en forte croissance dans les services informatiques

Depuis 2004, les services informatiques ont pris le relais des services de télécommunications et tirent la croissance de la R&D des entreprises (DIRDE). Avec une progression de leurs dépenses de R&D de 49 % en 2008, après une hausse de 19 % en 2007, les services informatiques sont devenus la 6^e branche de recherche, juste derrière les entreprises de l'industrie des technologies de l'information et de la communication. Au total, depuis 2001, leur effort de R&D a quasiment triplé.

L'évolution des dépenses internes de R&D des entreprises (DIRDE) de services (en millions d'euros)

	2004	2005	2004	2006	2007	2008	Croissance entre 2008 et 2007
Ensemble des entreprises (DIRDE)	21 646	22 523	22 503	23 911	24 753	25 768	+ 4,1 %
Entreprises des services :	2 100	2 096	2 223	2 412	3 051	3 625	+ 18,8 %
Part de la DIRDE	9,7 %	9,3 %	9,9 %	10,1 %	12,3 %	14,1 %	
Détail :							
– Activités informatiques et services d'information	579	664	734	730	867	1 291	+ 48,9 %
– Télécommunications	825	708	760	782	803	847	– 5,5 %
– Activités spécialisées, scientifiques et techniques	290	327	324	414	770	637	– 17,2 %
– Édition, audiovisuel et diffusion	385	374	388	457	436	588	+ 34,9 %
– Autres activités	–	–	–	–	73	121	+ 65,8 %
– Activités financières et d'assurance	–	–	–	4	67	110	+ 64,2 %
– Transports et entreposage	22	23	17	26	35	31	+ 11,4 %

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche – Enquêtes dépenses de R&D.

Une activité d'innovation très développée dans « les services technologiques »

C'est dans le secteur de l'information et de la communication que l'on trouve la part la plus élevée d'entreprises (de 10 salariés ou plus) innovantes : plus de six sociétés sur dix. Cette activité de service concentre en effet une grande partie des technologies de pointe à la base de nouvelles innovations. Les secteurs de l'industrie

ou de certains services marchands, comme les activités scientifiques et techniques, possèdent également un fort potentiel innovant. En revanche, d'autres secteurs, tels la construction et le commerce sont en retrait dans ce domaine.

L'innovation dans les différents secteurs d'activité entre 2006 et 2008 (en % des sociétés)

Secteurs	Tous types d'innovation	Innovation en produits nouveaux pour le marché
Information et communication	62,3	28,6
Industrie	52,6	18,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47,2	14,0
Activités immobilières	43,9	7,1
Activités financières et d'assurance	41,9	12,4
Transport et entreposage	40,9	3,2
Activités de services administratifs et de soutien	40,2	7,5
Hébergement et restauration	38,7	6,5
Commerce	37,6	6,1
Construction	35,2	5,6

Lecture : 62,3 % des sociétés des services de l'information et de la communication commerce sont innovantes ; 28,6 % ont innové en produits nouveaux pour le marché.

Champ : sociétés de 10 salariés ou plus implantées en France.

Source : Insee, enquête CIS 2008.

Le type d'innovation le plus répandu est l'innovation en organisation : 30 % des sociétés la pratiquent (*tableau ci-dessous*). Cependant, beaucoup de grandes entreprises innovent également en produits ou en procédés, contrairement aux sociétés de taille plus modeste. L'innovation en organisation est le type d'innovation le plus fréquent dans la plupart des secteurs, sauf pour le secteur de l'information et de la communication qui innove davantage en produits.

Les différents modes d'innovation des entreprises par secteur

	En % du nombre total de sociétés				
	Innovations technologiques	Produits	Procédés	Organisation	Marketing
Services	27,2	18,6	20,6	31,4	21,3
<i>dont</i>					
Information et communication	48,0	42,2	33,6	39,7	31,5
Activités spécialisées scientifiques et techniques	31,8	22,8	23,5	34,1	19,7
Activités financières et d'assurances	26,7	20,0	20,5	34,7	23,5
Activités de services administratifs et de soutien	23,5	14,7	17,4	29,8	18,3
Hébergement et restauration	22,3	14,0	17,5	22,9	24,8
Activités immobilières	22,0	13,0	15,2	33,1	21,4
Transport et entreposage	19,4	7,6	16,3	31,9	14,9
Industrie	39,2	27,4	29,6	33,5	19,8
Construction	18,5	11,4	14	25,5	12,1
Commerce	20,1	11,1	14,9	25,3	20,7
Ensemble des secteurs	27,2	17,9	20,5	29,5	19,2

Lecture : entre 2006 et 2008, 27,2 % des sociétés des services ont procédé à des innovations technologiques, 18,6 % ont innové en produits et 20,6 % ont innové en procédés. Par ailleurs, 31,4 % ont procédé à des innovations organisationnelles.

Champ : sociétés de 10 salariés ou plus implantées en France.

Source : Insee, enquête CIS 2008.

Un investissement notable dans les technologies de l'information et de la communication

Les enquêtes communautaires sur les TIC montrent que les entreprises des services utilisent plus fréquemment les outils TIC. Les services financiers et les services de soutien aux entreprises arrivent en tête. Dans ces services, l'utilisation des TIC concerne à la fois les activités de « back-office » (enregistrement informatisé des polices d'assurances, des registres du personnel et des salaires) et de « front office » (distributeur automatique de billets). Ces entreprises performantes ont été les premières à introduire de nouvelles technologies dans leurs processus d'entreprises et à développer des applications innovantes, comme la réservation de billets d'avion en ligne, la télévision interactive ou le suivi électronique des colis postaux.

Utilisation des TIC par les entreprises françaises

En % des entreprises	Site Web	intranet	extranet	Outil de travail collaboratif (groupeware)	Salariés utilisant régulièrement un ordinateur
Services, dont :	62	47	37	23	62
Activités financières	86	87	64	60	94
Activités informatiques	86	70	60	53	95
Activités immobilières	76	58	44	18	77
Hébergements et restaurants	56	31	29	4	32
Soutien aux entreprises	62	47	37	23	53
Transports	42	33	23	7	41
Industrie, dont :	60	38	30	15	56
Pharmacie	87	65	41	72	88
Informatique et électronique	81	60	48	47	80
Automobile	84	58	54	34	70
Textiles, habillement	48	42	31	12	43
Ensemble	54	42	33	13	56

Source : Insee, enquête communautaire sur les TIC – 2009.

L'équipement et l'utilisation des TIC d'une entreprise sont déterminés essentiellement par la taille (effectif salarié) et le niveau de qualification de ses salariés. Il convient dès lors de ne pas surestimer les écarts de taux d'équipement entre secteurs et de les assimiler automatiquement à un retard technologique.⁹

La double dynamique derrière la croissance des services

Une double dynamique est à la source de la croissance des services marchands : d'une part, le besoin et la consommation de services par les ménages et, d'autre part la croissance de la demande de services aux entreprises suscitée par l'externalisation ainsi que par les nouveaux investissements immatériels.

9. « Le développement des TIC dans les services 2002-2009 », présentation par Christian Cordellier (Insee) lors de la réunion de la commission des comptes des services du 29 juin 2010. www.pme.gouv.fr/economie/commissions/TIC

A – À la fin des années 1970, les biens industriels représentaient encore près de la moitié des dépenses de consommation des ménages. Aujourd'hui, ils n'en représentent plus que moins de 40 %. Entre-temps, les services se sont développés : la part des dépenses des ménages consacrée aux achats de services de téléphonie, par exemple, atteint 2 % en 2009 (contre 1 % en 1978) et celle des activités récréatives, culturelles ou sportives (comprenant aussi les jeux de hasard et d'argent) qui atteint 4 %, contre 2,9 % en 1978.

Composantes et évolution de la consommation effective des ménages par produit, en valeur

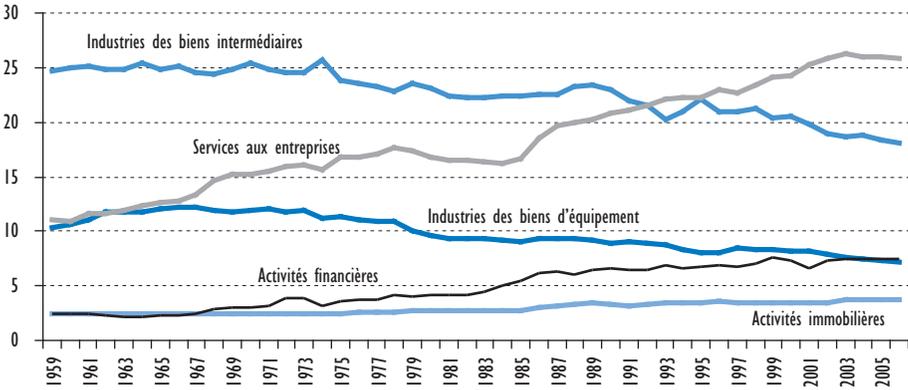
	1978 %	2009 %	Évolution de la consommation effective en %
Agriculture, sylviculture, pêche	3,5	2,2	- 37,7
Industrie	47,2	37,1	- 21,3
Construction	0,7	0,9	+ 15,8
Services marchands hors commerce	27,7	36,3	+ 31,1
Commerce	1,7	1,5	- 10,0
Transports	1,8	2,4	+ 35,5
Activités financières	5,0	3,94	- 21,2
Activités immobilières	9,5	15,7	+ 65,5
Services aux entreprises	2,3	3,8	+ 66,6
Postes et télécommunications	1,1	1,9	+ 82,0
Conseils et assistance	0,5	0,8	+ 54,9
Services opérationnels	0,7	1,0	+ 48,1
Services aux particuliers	9,1	10,4	+ 14,4
Hôtels et restaurants	4,6	4,7	+ 3,0
Activités récréatives, culturelles et sportives	2,9	4,1	+ 39,2
Services personnels et domestiques	1,6	1,6	+ 1,2
Services administrés	19,5	22,5	+ 15,4

Lecture : pour 100 euros de dépenses effectuées par les ménages en 1978, 47,2 % correspondent à des biens industriels.

Source : Insee – Comptes nationaux.

B – Pour fonctionner et pour produire, les entreprises consacrent une part toujours plus importante de leurs achats aux services regroupés sous l'intitulé « services aux entreprises » et qui ne se retrouvent donc pas dans la consommation finale : sécurité, nettoyage, recyclage, prêt de personnel (intérim) ou de matériel de transport et d'équipement, conseil, et enfin services informatiques et de communication.

Évolution de la part de certains produits, en valeur, dans les achats de consommation intermédiaires des entreprises

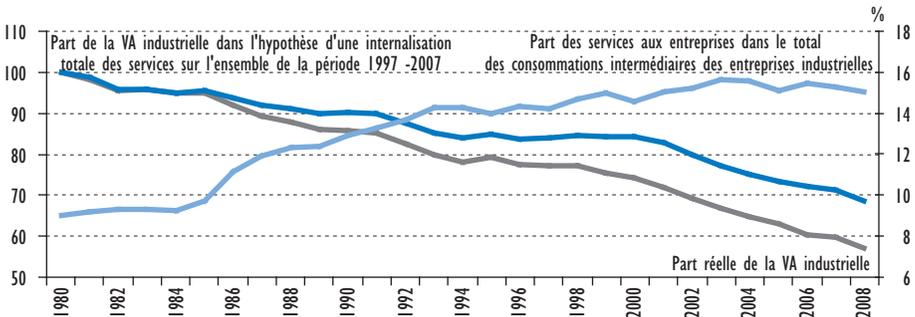


Source : Insee – Comptes nationaux.

De 1959 à 2006, leur part en valeur a été multipliée par 2,5 et atteint désormais le quart des dépenses intermédiaires utiles à la production.

C – Pour améliorer leur compétitivité, les entreprises notamment industrielles ont eu progressivement recours à des prestataires externes pour les activités qui ne sont pas liées à leur cœur de métier. Cette recherche d'une plus grande efficacité par l'externalisation (sur le territoire) d'une partie des activités industrielles vers le secteur des services a induit des transferts d'emplois de l'industrie vers les services qui peuvent être estimés à 25 % des pertes d'emplois industriels sur la période 1980-2007 selon l'étude sur la désindustrialisation en France de Lilas Demmou (Direction générale du trésor et de la politique économique, février 2010). Ce mouvement est aujourd'hui considérablement réduit : le recours des entreprises industrielles à des prestataires de services tend à se stabiliser sur la période récente : l'externalisation ne représenterait plus que 5 % des pertes d'emplois industriels observées entre 2000 et 2007.

Évolution de la part de l'industrie dans la valeur ajoutée totale (échelle de gauche, indice 100 en 1975) et part des services aux entreprises dans les consommations intermédiaires des entreprises industrielles (échelle de droite)

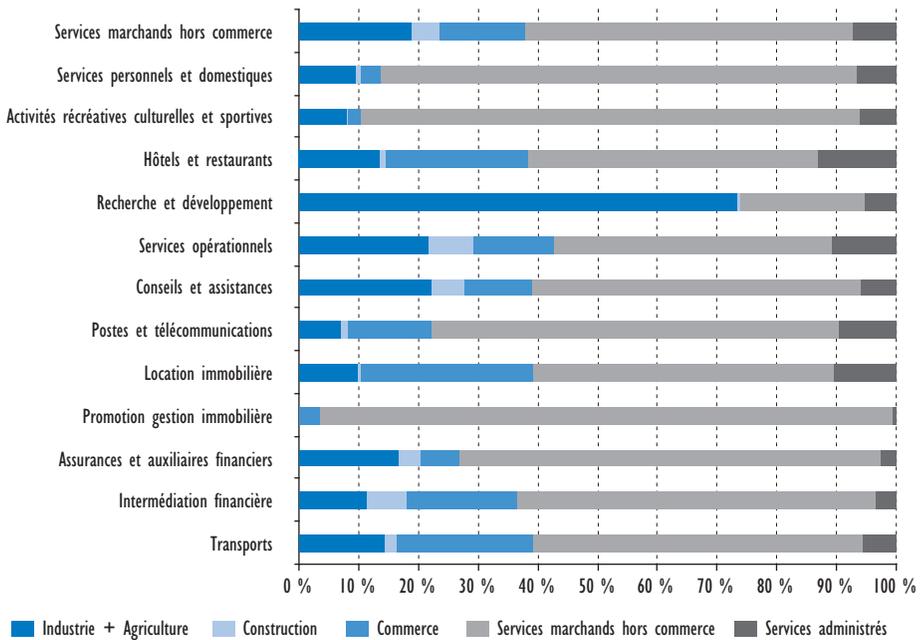


Source : Insee – Comptes nationaux.

Le graphique ci-dessus montre que de 1975 à 1985, la baisse de la part de l'industrie dans la valeur ajoutée ne s'explique pas par un phénomène d'externalisation. Ce dernier est modéré avec moins de 10 % des consommations intermédiaires des entreprises industrielles consacrées aux services. Entre 1985 et 1995, l'externalisation s'accélère fortement, et l'écart se creuse entre les courbes bleu foncé et gris. Cet écart continue d'augmenter jusqu'à la fin de la décennie, malgré une augmentation moins marquée de l'*outsourcing*. Les effets de l'externalisation sont ensuite moins prégnants, et la forte baisse de la part de la valeur ajoutée industrielle dans les années 2000 est imputable à une importante dégradation de la balance commerciale du secteur. La sous-traitance auprès de société de services n'explique donc pas la totalité de la baisse de la part de la valeur ajoutée industrielle.

D – Enfin, il faut souligner que les branches économiques qui utilisent le plus des services marchands sont avant tout tertiaires : seulement 24 % des services fournis sont consommés par des entreprises industrielles ou agricoles. Ce partage par branche utilisatrice varie fortement avec le type de prestation. Mais, de manière générale, alors que les biens sont principalement achetés par les entreprises industrielles, les services sont essentiellement consommés par le secteur tertiaire : la demande venant des services est à l'origine de l'expansion des services.

Répartition des consommations intermédiaires selon les branches utilisatrices en 2004



Source : Insee – Comptes nationaux.

Comparaisons statistiques européennes

Les services marchands dans l'économie européenne

La structure de l'économie dans l'Union européenne (UE à 27)

En 2008, la valeur ajoutée brute de l'Europe des 27 s'élevait à 11 193 milliards d'euros. Plus de 80 % de la valeur ajoutée brute est généré par l'économie marchande (industrie, construction, commerce et services), le solde correspond aux services non marchands. La contribution des services marchands (y compris commerce) est prédominante avec 53,8 %, soit plus du double de celle de l'industrie (19,8 %) avec la construction représentant 6,4 %.

Ventilation de la valeur ajoutée dans l'UE à 27 en 2008

	En % de la valeur ajoutée totale
1 – Agriculture, pêche, chasse et sylviculture	1,8
2 – Industrie	19,8
3 – Construction	6,4
4 – Commerce	11,4
5 – Services financiers, immobiliers, services aux entreprises et location	28,2
6 – Hôtel-restauration, transport et communications	9,8
7 – Services aux particuliers	4,4
Services marchands (5 + 6 + 7)	42,4
8 – Services non marchands (Administration publique, éducation, santé et action sociale)	18,2

Source : Eurostat.

Pour certains grands pays européens, comme le Royaume-Uni, la France et l'Italie, les services marchands (y compris le commerce) génèrent plus de la moitié de la valeur ajoutée de l'économie.

Les services, premier secteur économique en termes de valeur ajoutée et d'emploi

Le secteur des services marchands (hors commerce) occupe une position stratégique en Europe : il est à l'origine de plus de 40 % de la valeur ajoutée produite chaque année dans l'économie marchande non-financière et de 37 % de la population active est occupée dans le secteur des services marchands. Au niveau des échanges internationaux des services, l'Union européenne est le premier exportateur mondial.

Lors de la crise, l'économie des services a mieux résisté que les autres secteurs économiques. À partir d'un point haut au premier trimestre 2008, la production a chuté de 16 % dans l'industrie pour atteindre un point bas au second semestre 2009. Dans la construction, l'activité a reculé de 9,5 % jusqu'au dernier trimestre 2009. Dans les activités de services, la récession a eu moins d'impact, en particulier, dans les activités financières et dans les services aux entreprises où la production a reculé de 2,3 % d'un point haut au second trimestre 2008 à un point bas cinq trimestres plus tard.

Les services marchands dans l'économie marchande non-financière de l'UE à 27

En 2007	Nombre d'entreprises En millier	Emplois En millier	Chiffre d'affaires milliard d'euros	Valeur ajoutée milliard d'euros
Économie marchande non financière (1)	20 875,8	133 751	24 011,4	5 705,3
Commerce de véhicules	820,8	4 306	1 425,2	170,8
Commerce de gros	1 752,2	10 266	4 974,3	570,6
Commerce de détail	3 784,5	17 971	2 367,3	442,1
Services immobiliers	1 254,1	3 070	600,0	290,0
Communications (2)	80,0	3 000	532,3	250,0
Transport terrestre, pipelines	946,3	5 772	485,8	201,4
Services informatiques	580,4	3 012	407,7	199,3
Hôtels-restaurants	1 720,8	9 545	459,0	195,4
Service soutien, transport, agence de voyage (3)	200,0	2 671	600,0	170,0
Location (4)	150,2	653	155,4	79,8
Transports maritime et fluvial	20,0	226	111,4	26,3
Transport aérien	3,8	408	128,5	31,3
R&D (3)	41,0	400		
Autres activités de services	4 062,2	20 655	1 546,5	801,0

(1) valeur ajoutée, 2006; (2) chiffre d'affaires, 2006; (3) emploi, 2006; (4) nombre d'entreprises 2006.

Source : Eurostat – indicateurs clés de l'économie marchande – 2007.

Les services marchands jouent un rôle moteur dans la croissance européenne

Depuis 1995, la valeur ajoutée en volume et l'emploi total des services marchands (hors commerce) ont nettement augmenté dans les grands pays européens, mettant les services marchands au premier rang des acteurs économiques.

Entre 1995 et 2007, la valeur ajoutée dans les services marchands a augmenté de 84,4 % au Royaume-Uni, ce qui constitue la plus importante augmentation par rapport aux autres grands pays membres de l'UE à 27. Quant à l'emploi total, il a progressé entre 33 % et 43 % dans ces grands pays.

Progression en pourcentage du niveau de la valeur ajoutée et de l'emploi entre 1995 et 2007

	Valeur ajoutée en volume	Emploi total
Allemagne	34,7 %	36,2 %
France	47,2 %	33,7 %
Italie	31,7 %	43,4 %
Royaume-Uni	84,4 %	32,2 %
Pays-Bas	55,6 %	43,5 %

Source : Eurostat.

C'est dans les activités des postes et télécommunication que la valeur ajoutée en volume a le plus augmenté, quel que soit le pays. À l'opposé, les services domestiques ont connu les variations de valeur ajoutée en volume plutôt faibles voire négatives, notamment en Italie et aux Pays-Bas.

Croissance en volume de la valeur ajoutée par branche d'activité entre 1995 et 2008

	France	Allemagne	Italie	Pays-Bas	Espagne	Royaume-Uni
Transports et entreposage	62,9 %	45,1 %	28,7 %	49,5 %	38,2 %	48,9 %
Postes et télécommunications	164,2 %	57,3 %	130,5 %	237,7 %	123,2 %	256,9 %
Intermédiation financière	47,4 %	8,7 %	45,3 %	71,2 %	110,9 %	116,3 %
Activités immobilières	41,4 %	45,0 %	10,5 %	23,2 %	38,4 %	33,5 %
Location de machines et d'équipements	44,7 %	68,1 %	71,5 %	60,4 %	70,9 %	63,4 %
Activités informatiques	105,9 %	133,6 %	102,8 %	243,4 %	188,5 %	276,3 %
Recherche et développement	- 14,6 %	58,7 %	36,0 %	31,0 %	415,4 %	56,8 %
Autres services aux entreprises	43,5 %	19,6 %	43,5 %	57,1 %	93,3 %	118,9 %
Activités récréatives, culturelles et sportives	73,3 %	20,0 %	18,8 %	48,0 %	40,3 %	n. d.
Services personnels	26,7 %	6,5 %	- 4,8 %	- 5,9 %	18,1 %	n. d.
Hôtels et restaurants	15,7 %	17,6 %	20,7 %	13,9 %	30,3 %	33,0 %

Source : Eurostat.

Ce sont surtout les activités de services aux entreprises qui se sont le plus développées en matière d'emploi, quel que soit le pays. Le nombre d'emploi a également fortement augmenté parmi les activités récréatives, culturelles et sportives. De plus, l'évolution de l'emploi est restée assez soutenue dans la branche hôtels-restaurants, notamment dans certains pays à forte industrie touristique comme l'Espagne et l'Italie.

Au total, dans l'UE à 27, le secteur des services marchands comptait 127 millions de travailleurs en 2008, c'est-à-dire 54 % de la population active; un pourcentage qui croît régulièrement depuis des années. En moyenne au cours des dernières années, les services ont généré les 4/5^{es} de la croissance européenne et ont créé, avec le secteur de la construction, la quasi-totalité des emplois nouveaux de l'UE à 27. Par ailleurs, entre 2000 et 2005, les trois quarts des créations d'entreprises dans l'UE à 27, se constatent dans le secteur des services. Ils jouent donc un rôle moteur dans la croissance européenne.

En tout état de cause, les services marchands ont un rôle clef à jouer dans la « stratégie UE 2020 », notamment en raison des conséquences de la mise en œuvre de la Directive pour l'ouverture du marché intérieur des services. Celle-ci pourrait apporter entre 0,6 % et 1,5 % de potentiel de croissance du PIB selon le rapport de Mario Monti du 9 mai 2010.¹⁰

La France, une des économies de services les plus développées

Dans l'UE à 27, le poids des services dans l'économie diffère sensiblement d'un pays à l'autre. Hormis le cas particulier du Luxembourg, la France (52,3 %) est une des économies, avec celle de la Belgique (52,4 %) et du Royaume-Uni (52,6 %), où les services marchands (y compris commerce) ont le poids le plus important, pour une moyenne UE-27 se situant à 49,2 %. En 2008, dans la plupart des économies occidentales, les contributions des services marchands s'élèvent à presque la moitié de

10. "Economic assessment of the barriers to the internal market of services", janvier 2005.

la valeur ajoutée en volume, tandis que l'emploi contribue à un tiers des emplois totaux. En 1995, la contribution de la valeur ajoutée totale des services marchands ne s'élevait qu'à un tiers en 1995 et l'emploi ne contribuait qu'à environ un quart de l'emploi total.

Part de la valeur ajoutée en volume des services marchands (hors commerce) dans chaque grand pays européen

	Valeur ajoutée en volume		Emploi total	
	1995	2007	1995	2007
Allemagne	36,2 %	39,6 %	24,1 %	31,1 %
Espagne	n.d.	40,0 %	n.d.	32,6 %
France	40,0 %	45,2 %	29,2 %	34,5 %
Italie	35,9 %	39,9 %	22,3 %	27,8 %
Pays-Bas	35,0 %	39,2 %	n.d.	34,3 %
Royaume-Uni*	32,2 %	42,0 %	28,4 %	33,2 %

* hors activités récréatives, culturelles et sportives et services domestiques.

Source : Eurostat.

L'Allemagne et le Royaume-Uni représentent les deux plus importantes parts des services marchands (hors commerce) de l'Union européenne. Ces deux pays distancent nettement la France que ce soit en termes de part de la valeur ajoutée globale ou en part de l'emploi total.

Poids des services par pays dans le total de l'UE à 27

	Valeur ajoutée en volume de l'UE à 27	Milliers de personnes employées de l'UE à 27
Allemagne	21,3 %	19,2 %
Espagne	7,3 %	8,9 %
France	16,4 %	12,5 %
Italie	11,5 %	10,7 %
Pays-Bas	4,4 %	4,5 %
Royaume-Uni	20,2 %	n. d.

Source : Eurostat.

Des écarts avec les pays de l'OCDE les plus matures

Parmi les pays de l'OCDE, le peloton de tête des économies de services (administrations publiques incluses) comprend les pays comme la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Belgique (et Luxembourg) où les services dans le sens large représentent entre 75 % et 77 % de leur PIB. D'autres pays se situent plus à distance (une dizaine de points derrière), avec des taux voisins de 65 %. Il s'agit du Canada, de l'Allemagne, de la Corée et du Japon. Enfin, le poids dans le PIB des différents secteurs de services marchands varient fortement d'un pays à l'autre.

Le poids dans le PIB de quelques pays

	Commerce	Hôtels et restaurants	Transports entreposage	Postes et télécommunications	Intermédiation financière	Activités immobilières	Services fournis aux entreprises
Canada	12,5 %	2,2 %	4,0 %	3,0 %	7,7 %	11,2 %	7,7 %
France	10,3 %	2,2 %	4,3 %	2,7 %	5,5 %	13,0 %	14,5 %
Allemagne	10,9 %	1,5 %	3,9 %	2,2 %	3,7 %	12,2 %	12,7 %
Grèce	17,9 %	7,5 %	7,9 %	3,9 %	4,1 %	9,6 %	3,4 %
Corée	8,5 %	2,4 %	4,3 %	3,4 %	6,8 %	7,5 %	6,0 %
Royaume-Uni	13,0 %	3,0 %	4,7 %	3,6 %	6,4 %	8,5 %	15,9 %
États-Unis	14,1 %	2,6 %	3,2 %	4,0 %	8,2 %	11,3 %	13,6 %

* hors activités récréatives, culturelles et sportives et services domestiques.

Source : OCDE – Données 2007.